



**Collectif citoyen
du pays saint-affricain**

**Collectif
Union des Libertés 12**

Association DDD

**Faucheuses et Faucheurs
Volontaires - Aveyron**

Communiqué de presse inter-organisations aveyronnaises

Rodez, le 1^{er} novembre 2021

PASSE SANITAIRE : QUAND L'EXCEPTION DEVIENT LA NORME

Rien n'arrête le gouvernement dans sa dérive autoritaire et liberticide : **le projet de loi « vigilance sanitaire » visant à prolonger jusqu'au 31 juillet 2022 le régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire et donc l'utilisation du passe sanitaire** est en cours d'examen au Parlement depuis le 19 octobre. A force de prolongations de mesures dites « exceptionnelles », nous entrons dans l'ère de **l'état d'urgence permanent**.

Le passe « sanitaire » est inacceptable car :

- c'est une attaque sans précédent contre les droits fondamentaux de la population de ce pays, réduite à accéder à des lieux et à des activités en fonction de son statut sanitaire.
- son efficacité est très discutable, puisque les vaccinés restent contaminants et qu'une personne testée négative peut très bien être infectée sous 72 h.
- cette politique fondée soi-disant sur l'urgence sanitaire est totalement incohérente puisqu'elle continue à supprimer des lits et à fermer des hôpitaux.

Mais le passe est en réalité bien utile à nos gouvernants pour :

- nous contraindre à la vaccination : combien parmi nous ont été vaccinés pour pouvoir tout simplement poursuivre leurs activités sociales habituelles ?
- nous diviser entre vaccinés et non vaccinés, affaiblir notre résistance collective face à la casse des services publics et aux mauvais coups qui se multiplient : assurance chômage, report de l'âge légal de départ en retraite, etc.
- nous accoutumer à un ordre anormal de contrôle et de techno-surveillance de la population (Big data, intelligence artificielle), qui transforme déjà nombre d'entre nous en auxiliaires de la police pour vérifier des QR codes, et pourra resservir lors des prochaines crises sociales, climatiques, épidémiologiques.

Un cran de plus, particulièrement violent, a été franchi le 15 septembre avec l'obligation vaccinale pour une partie des salariés, notamment les soignants, et le chantage à la suspension du contrat de travail.

Les soignants, hier applaudis, aujourd'hui précarisés et marginalisés, deviennent des boucs émissaires sur lesquels nos dirigeants cherchent à faire porter la responsabilité de la crise. Mais n'est-ce pas somme toute cohérent avec leur politique de casse de l'hôpital public, à coup d'économies budgétaires ?

Nous ne sommes pas opposés par principe à la vaccination, mais **condamnons sans appel l'obligation vaccinale**. On ne peut imposer la vaccination par la coercition, l'infantilisation, la carotte et le bâton, sans la transparence et le débat démocratique qui permettraient à chacun de se forger un avis éclairé.

Et alors que la recherche et le développement de vaccins ont été largement financés sur fonds publics, les multinationales pharmaceutiques font du profit sur la pandémie, pillent les systèmes de sécurité sociale et gardent le secret sur leurs coûts de production, l'efficacité et la sécurité des vaccins, les contrats conclus avec les autorités.

Toute cette opacité engendre de la défiance, entretenue par les mensonges à répétition de nos gouvernants, et va à l'encontre d'une politique sanitaire efficace et comprise par la population.

Nous sommes totalement solidaires des soignants et de tous les travailleurs mis à pied, victimes d'une attaque sans précédent contre le droit du travail au nom d'une obligation vaccinale qui est inacceptable.

Nous avons besoin de transparence, de solidarité, de confiance réciproque, pas de dérive autoritaire, pas de flicage numérique, pas de profits privés au détriment de l'intérêt général.

Nous voulons un grand débat démocratique autour de la politique de soins, pour remettre en état l'hôpital public, aller vers les plus fragiles et éloignés de la communication.

Nous appelons à résister contre l'escalade liberticide et techno-sécuritaire que le gouvernement cherche à imposer en profitant de l'état de sidération de la population en cette période de crise sanitaire

Nous demandons :

- la levée des sanctions contre les salariés et soignants suspendus et la réintégration dans leurs fonctions
- le maintien de la gratuité des tests, au nom de l'égalité de tous devant les soins
- le retrait de la loi du 5 août 2021, qui étend le passe sanitaire et instaure la vaccination obligatoire à certaines professions, et la levée de l'état d'urgence sanitaire
- la levée des brevets sur les vaccins pour la solidarité internationale et la santé publique
- une politique sanitaire transparente et démocratique, pour et avec la population

Signataires :

Attac 12

Collectif citoyen du pays saint-affricain

Collectif Faucheuses et Faucheurs Volontaires - Aveyron

Collectif Union des Libertés 12

Collectif du Vallon d'information sur les objets connectés

Confédération Paysanne Aveyron

Association Découverte Développement Diffusion

La France insoumise 12

Nouveau Parti Anticapitaliste 12

Union Syndicale Solidaires 12